



France Nature Environnement PACA

*Création de l'association : parution au J.O. du 1er février 1971
Agréée dans un cadre national au titre de l'article L. 141.1 du Code de l'Environnement
Agréée par l'Education Nationale pour l'éducation à l'environnement
Agréée par le Ministère de la Justice*

A l'attention de la Commission d'Enquête Publique
Sur le Schéma Régional de Cohérence Ecologique PACA
DREAL PACA – SBEP
Le Tholonet CS 80065
Allée Louis Philibert
13 182 Aix en Provence cedex 5

Marseille, le 28 février 2014

*Objet : avis de FNE PACA sur le Schéma Régional de Cohérence Ecologique PACA
Contacts : Annelise Muller, 04 91 33 44 02*

FNE PACA

Tel : 04 91 33 44 02
urvn-paca.contact@gmail.com
www.fnepaca.fr

UDVN-FNE 04

Tel : 04 92 78 77 18
udvn04@gmail.com
<http://udvn-fne-04.fr>

HANE 05

Tel: 04 92 52 44 50
Federation.hane@yahoo.fr
www.hane05.org

FNE 06

Tel: 04 93 41 01 22
francenatenv.am@gmail.com

UDVN-FNE 13

Tel : 04 91 53 10 35
udvn13.contact@gmail.com
www.udvn13.fr

UDVN 83

Tel: 04 94 05 61 10
info@udvn83.fr
www.udvn83.fr

FNE 84

Tel: 04 90 36 28 66
udvn84@wanadoo.fr
www.fne-vacluse.fr

LPO PACA

Tel : 04 94 12 79 52
www.paca.lpo.fr

Découverte Ste Baume

Decouverte.sainte.baume.asso@gmail.com

NOSTERPACA

nosterpaca.over-blog.com

Soc. Linnéenne de Provence

jean-claude.mouraille@orange.fr

Assoc. Santé Environ. Provence

Tel : 04 88 05 36 15

Monsieur le Président de la commission d'Enquête Publique,

Mesdames et Messieurs les Commissaires Enquêteurs,

Dans le cadre de l'enquête publique portant sur le Schéma Régional de Cohérence Ecologique PACA, j'ai l'honneur de vous faire parvenir dans les pages suivantes l'avis pris par notre fédération France Nature Environnement PACA sur le Schéma en question.

Je vous souhaite bonne réception de ce document et reste à votre disposition, ainsi que l'équipe de FNE PACA, pour tout complément qui pourrait vous être nécessaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la commission d'Enquête Publique, Mesdames et Messieurs les Commissaires Enquêteurs, l'expression de ma considération.

Pierre Adlincourt

Président de FNE PACA

Agir ensemble
pour des
territoires durables



La fédération régionale des Associations de Protection
de la Nature et de l'Environnement Pour le Développement Durable

Union Régionale Vie et Nature
France Nature Environnement PACA



SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE PACA AVIS DE FNE PACA – 28.02.2014

SRCE PACA, UN OUTIL AU SERVICE DE L'AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

FNE PACA a tout lieu de se réjouir de l'élaboration de ce schéma régional de cohérence écologique, outil prévu pour mettre en œuvre une trame verte et bleue bien nécessaire dans la région PACA. La prise en compte de la biodiversité parmi les critères d'aménagement du territoire constitue une avancée des plus intéressantes, un réel pas en avant dans la prise en compte des sujets qui préoccupent notre fédération.

Nous souhaitons également souligner

- La qualité du travail réalisé dans le temps imparti,
- et la volonté d'association large des acteurs, que ce soit par le biais du Comité régional Biodiversité, ou de façon plus participative par les ateliers territoriaux mis en œuvre, ou encore par d'autres instances plus scientifiques.

DE FAÇON GENERALE, FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT PACA DONNE UN AVIS FAVORABLE AU PROJET DE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE.

Au-delà de cet avis positif, des questions demeurent, des remarques naissent et notre fédération souhaite les soumettre dans les pages suivantes.

QUESTION DE METHODOLOGIE

La modélisation est l'approche qui a été choisie pour identifier les secteurs susceptibles d'intégrer la trame verte et bleue. Malgré la technicité de la démarche pour qui n'est pas scientifique, la méthode a permis d'aboutir au classement de 61% de la superficie de la région en TVB. Ce chiffre cache cependant

- des "zones blanches", où la pression d'observation est peut être moins forte qu'ailleurs car dans des territoires moins peuplés ou moins accessibles aux humains,
- ou au contraire des zones rouges d'urbanisation et la biodiversité, ordinaire certes, que ces espaces peuvent contenir.

Même si la biodiversité peut dans ces secteurs être dite "ordinaire" ou moins riche en nombre d'espèces, présente-t-elle pour autant moins d'intérêt ?

S'appuyer sur des listes d'espèces était sans doute nécessaire pour être en mesure de proposer un premier outil dans le temps, court, imparti. Cette simplification conduit cependant à faire abstraction d'une partie du fonctionnement naturel : échanges de

matières, échanges génétiques, transfert d'énergie, influences climatiques ou physico-chimiques... toutes ces relations peuvent exister entre les milieux et échappent à toute prise en compte.

Nous notons le paragraphe proposant une brève définition de la fragmentation et constatons que les différentes causes de cette fragmentation sont prises en compte par le SRCE : infrastructures certes, mais également taches d'urbanisation, secteurs agricoles ou sylvicoles en fonction des pratiques mises en œuvre par ces activités (certaines pratiques pouvant être nuisibles à la biodiversité). Nous sommes également satisfaits de voir que ces aspects sont repris sous forme de propositions dans le plan stratégique d'actions.

L'échelle de travail est une question difficile également. Le SRCE PACA a fait le choix d'un certain flou dans les délimitations pour laisser aux collectivités territoriales l'espace de s'approprier l'outil et de le décliner plus précisément dans leurs territoires et contextes, par une prise en compte dans leurs documents d'urbanisme. Cette intention nous paraît intéressante et louable, mais elle suscite aussi question :

- n'aurait on pu malgré tout affiner nettement et proposer des cartes de connaissance à échelle plus fine pour apporter de la connaissance, connaissance à même d'aider ces collectivités territoriales dans la prise de décision ?
- les collectivités territoriales auront-elles la volonté politique de s'emparer de cette opportunité qui leur est ici donnée ? et si oui, auront-elles les moyens techniques, scientifiques de le faire dans l'intérêt d'une vraie trame verte et bleue fonctionnelle ?

Enfin, avoir des cartographies plus fines aurait également permis de pointer des espaces d'intérêt écologique réel (zones humides, très petits cours d'eau, bosquets d'arbres vieux...) mais cependant trop localisés pour apparaître sur la carte d'échelle réglementaire.

QUELS MOYENS D'APPLICATION ?

Moyens juridiques

Bien que ce ne soit pas nécessairement le lieu, FNE PACA rappelle le caractère peu contraignant que la loi a accordé aux SRCE, tout particulièrement avec les 1^e outils d'aménagement du territoire : SCoT et PLU.

Le lien avec le SDAGE est donc ainsi le principal vecteur d'opposabilité : il est à ce titre important que la trame bleue soit particulièrement identifiée et fasse l'objet d'une politique ambitieuse, ferme, de préservation et de restauration.

Le Plan d'Action pour le Milieu Marin, en cours d'élaboration, pourra également se faire relais pour les aspects littoraux du SRCE : il s'agit donc là aussi d'être sinon ambitieux, tout au moins précis sur les demandes et exigeant sur les quelques espaces les plus stratégiques.

La question de l'intégration de la trame verte et bleue dans les autres politiques sectorielles se pose également. Des groupes de travail thématiques ont bien permis aux acteurs de ces politiques de s'exprimer et de faire valoir dans le SRCE leurs enjeux ; mais comment le SRCE a-t-il par la suite vocation à être repris, et surtout appliqués, dans les documents tels que Plan de développement rural régional ou plan pluriannuel de développement forestier ? dans le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT) ? etc.

Il serait enfin bon de rappeler que le non-classement en trame verte et bleue n'est pas un blanc-seing accordé à tout projet. Les réglementations, protection ou autre, le bon sens et la prévention continuent de s'appliquer sur ces milieux "non-TVB".

Moyens humains et animation

Le SRCE et la mise en œuvre de la trame verte et bleue feront appel dans un futur proche, à des compétences spécifiques et sans doute de plus en plus spécialisées.

Il serait intéressant que le SRCE favorise le recensement (qui restera sans doute non exhaustif), et par la suite la valorisation, des compétences qui seront ainsi mobilisées, même créées par les acteurs publics comme privés.

L'étape suivante sera l'identification des atouts, richesses ou bénéfiques qui en découleront :

- création de connaissances, expertises et savoirs-faires scientifiques, techniques et humains (accompagnement du changement)
- nouveaux métiers, nouveaux emplois,
- amélioration des cadres de vie
- ...

Les besoins en formation seront une question qui interviendra rapidement. L'accroissement de compétences ne sera pas uniquement satisfait par la création d'outils, mais nécessitera une animation au niveau des territoires, de la région et au-delà d'une vraie animation humaine, destinée bien sûr aux espaces TVB mais aussi au-delà.

A défaut de s'emparer de cette question, le SRCE doit identifier les acteurs susceptibles d'y répondre.

Quelles actions ?

Le SRCE propose, par le biais de ses orientations stratégiques, un certain nombre d'actions à mettre en œuvre pour mettre en place une trame verte et bleue.

Un regret important porte sur la nature des actions proposées : actions sur la façon d'aménager une certaine partie de l'existant, actions sur la façon de réaliser, de conduire les aménagements futurs, actions pour faciliter la prise en compte de la biodiversité dans les aménagements (existants ou à venir)...

Mais on ne trouve pas d'actions encourageant à se poser la question du bien-fondé des aménagements !

Une action du type "*réfléchir aux réels besoins auxquels l'aménagement répond et aux alternatives possibles pour répondre à ces besoins*" aurait sa place dans l'orientation 3, dans une **logique d'évitement de nouvelles fragmentations**.

Enfin, la trame verte et bleue a vocation entre autres à permettre aux espèces de s'adapter au changement climatique. Or, cette problématique ne transparaît que peu à la lecture du résumé (une seule fois...) et n'apparaît pas dans les orientations stratégiques et des actions (toujours dans le document résumé).

Moyens financiers

Le SRCE ne donne pas d'indications quant aux moyens financiers qui seront disponibles, ou qui seraient susceptibles de servir directement ou indirectement ses objectifs. Quelles ressources l'Etat et le Conseil Régional pensent ils pouvoir mobiliser pour mettre en œuvre concrètement la trame verte et bleue ?

L'éco-conditionnalité des aides, ou des autorisations est elle envisagée, prévue ?

Evaluation

FNE PACA note avec intérêt le dispositif d'évaluation prévu pour suivre la mise en œuvre opérationnelle du SRCE. Déclinés selon les orientations stratégiques développées dans le SRCE, les indicateurs proposés paraissent de ce fait adaptés. Nous apprécions aussi la transversalité proposée par le SRCE et sa recherche de cohérence, et même sa volonté d'intégrer les différentes politiques sectorielles.

Certains indicateurs mériteront toutefois d'être affinés. C'est le cas par ex. des indicateurs basés sur un critère quantitatif :

- l'intégration de la TVB dans les documents d'urbanisme : il faudrait que ces indicateurs puissent intégrer un aspect qualitatif pour témoigner d'une prise en compte effective (c'est-à-dire, d'une prise en compte qui ne soit pas qu'un discours, mais une application réelle sur le terrain).
- Nombre de clubs métiers : il faudra aussi étudier la participation (combien de personnes), la fréquence et/ou la régularité de réunion, l'assiduité des membres de ces clubs...

Cette précision des indicateurs pourra sans doute être apportée, au moins en partie, par les travaux des "clubs métiers".

Enfin, le projet de SRCE n'est pas très clair sur le moment de l'évaluation du SRCE. Celui-ci fera-t-il l'objet d'un suivi régulier tout au long des 6 ans de son application, ou au contraire d'une évaluation générale au bout de 6 ans ? les paragraphes et les schémas sont sur ce point quelque peu contradictoires (p78 de la pièce B). Un bilan à mi-parcours est-il envisageable, prévu ? Comment sera-t-il possible, le cas échéant, d'intégrer dans le SRCE, ou tout au moins en parallèle du SRCE, des mesures supplémentaires en cas de "dérapiage" trop important ?

MILIEUX

Milieux aquatiques

PACA dispose d'une richesse particulière en termes de milieux aquatiques, à la fois en diversité de milieux (zones biogéographiques, climats et substrats variés) et en terme de "quantité" (nombre de cours d'eau, surfaces de milieux humides).

Cette connaissance a été synthétisée notamment dans le Schéma d'Orientations pour une Utilisation Raisonnable et Solidaire de la Ressource en Eau et dans le SDAGE, et aurait pu être rappelée dans le SRCE, notamment pour

- l'identification des milieux aquatiques
- la définition des espaces de fonctionnalité des cours d'eau,
- la définition des annexes hydrauliques : comment ont été opérés les choix pour les ripisylves, les zones humides, les cours d'eau temporaires, les bras morts et autres îlots ?

Ces milieux sont particulièrement structurants pour la région Provence Alpes Côte d'Azur, en raison des nombreux services éco-systémiques qu'ils peuvent rendre :

- milieux et habitats variés, d'intérêt communautaire, voire international,
- grande richesse biologique et paysagère, participant de l'identité des côtes provençales,
- zones de forte productivité végétale et animale, en raison des échanges riches avec les milieux aquatiques proches (cours d'eau, littoral) ; productivité sur laquelle peuvent s'appuyer des activités économiques telles que conchyliculture, aquaculture, pêche
- rôle en termes d'emplois sur le territoire (pêche, mais également agriculture)
- rôle important de régulation des flux d'eau, permettant l'atténuation de risques naturels (ex : elles constituent des zones d'expansion de crue)
- préservation de la ressource et de la qualité de l'eau grâce à leur pouvoir filtrant et pour les zones humides littorales grâce à leur rôle tampon limitant l'avancée du biseau salé
- valeur sociale, culturelle, récréative reconnue.

Il semble donc important

- **D'intégrer dans le SRCE ces différents enjeux** qu'il a vocation à prendre en compte et préserver,
- **De prévoir une action** supplémentaire (au sein de l'orientation 2 par ex.) **en vue de préserver et valoriser les zones humides et les services rendus,**
- **D'ajouter une action** 20 dans l'orientation stratégique 3 "*valoriser, accentuer et développer positivement le rôle de la biodiversité, des milieux naturels dans leurs fonctions favorables aux aménagements*", afin de mieux prendre en compte les services rendus par la biodiversité, et les économies (financières, mais aussi en terme d'aménagement qui ne sont pas à réaliser si le fonctionnement naturel est respecté) qui en découlent.

En outre, en matière aquatique, la région PACA bénéficie

- d'une couverture intéressante en termes d'outils de gestion de milieux aquatiques (contrats de milieu, SAGE)
- et donc d'acteurs, de gestionnaires de milieux,
- de compétences et savoirs-faires à valoriser et partager
- et d'habitudes de concertation / co-construction à développer dans d'autres thématiques.

Le SRCE propose donc légitimement des actions visant à favoriser le transfert de compétences en matière de préservation - restauration des milieux aquatiques et de dialogue inter-acteurs, qu'ils soient acteurs de l'eau ou pas.

Enfin, le SRCE PACA intervient au cours du premier cycle DCE (SDAGE 2010 – 2015). En matière de milieux aquatiques, le SDAGE en cours propose stratégie et actions ; le SRCE PACA se propose d'ailleurs de les appliquer.

En pleine phase de révision du SDAGE pour la période 2016 – 2021, il eut été bienvenu que **le SRCE PACA aille au-delà des seules obligations du SDAGE actuel, proposant ainsi une vraie ambition pour nos milieux aquatiques et rappelant leur vulnérabilité dans le contexte de changement climatique.** Une action visant à encourager, développer les initiatives originales et/ou pilotes, l'expérimentation pourrait être ajoutée.

De même, la partie littorale a été entièrement confiée au futur Plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM) en cours d'élaboration : là aussi, le SRCE eut été bien inspiré de prendre l'initiative de proposer une vision des choses...

Trame noire

FNE PACA et ses associations soulignent l'absence de prise en compte du paramètre "lumière" dans les réflexions. Or les éclairages nocturnes extérieurs, qu'ils soient linéaires (le long des infrastructures de communication), ponctuels (pylônes de télécommunication, éoliennes, ...) ou agglomérés dans les zones urbanisées de toutes tailles, sont particulièrement perturbants pour la faune en déplacement qu'elle soit aérienne, terrestre ou aquatique (littorale ou dulçaquicole).

Des solutions simples et génératrices d'économies sont pourtant connues et mises en œuvre par des communes (réduction de l'éclairage nocturne dans les zones urbaines, les villages, etc, choix de matériel adapté et orienté vers le sol ou vers l'intérieur des terres pour les littoraux et berges de cours d'eau, etc.).

Prise en compte des milieux montagnards

Le milieu montagnard présente des particularités fonctionnelles qui ne sont pas intégrées dans les quatre grands types de milieux retenus. En effet de nombreux échanges sont conditionnés par des paramètres altitudinaux, d'exposition, de nature de sols... paramètres moins prégnants en plaine.

La typologie "milieux fermés" / "milieux semi-ouverts" / "milieux ouverts" n'est pas opérationnelle dans de nombreuses situations en montagne. Il s'ensuit de nombreux artefacts défavorables à la crédibilité générale du SRCE :

- les espaces alpins et subalpins sont souvent traités comme des isolats, dépourvus d'échanges avec les espaces similaires voisins ;
- le rôle primordial de l'étage montagnard, notamment dans les échanges au sein des massifs montagneux entre les étages bioclimatiques supérieurs (alpin et subalpin) ou inférieurs (collinéen) n'est pas visualisé par la méthodologie utilisée.

A contrario, des corridors sont reconnus alors qu'ils ne semblent pas jouer un rôle majeur dans les équilibres écologiques montagnards.

La lecture du schéma conduit à s'interroger sur nombre de choix et de classement (ou d'absence de classement) en zone de montagne.

Milieux anthropisés

Milieux agricoles

Le SRCE reconnaît à juste titre l'importance de la biodiversité "ordinaire" qui peut se rencontrer dans les zones habitées, mais surtout dans les zones agricoles. Les terres agricoles peuvent constituer un réservoir pour cette biodiversité et jouer en même temps un rôle important pour les continuités avec d'autres milieux (ouverts, semi-ouverts, boisés, aquatiques...).

Cela nécessite toutefois que les pratiques agricoles permettent à la biodiversité de s'épanouir. LE SRCE a donc vocation selon nous, à proposer des actions visant à favoriser la prise en compte de la biodiversité par l'activité agricole, sans pour autant que la première remette en question la pratique de la seconde.

Le SRCE devrait donc

- **Différencier les pratiques agricoles selon leurs influences sur la biodiversité.**
- **poser un cadre de réflexions, encourager voire définir des lieux d'échanges et des moyens d'accompagnement du monde agricole**, autant d'outils pour orienter collectivement l'agriculture vers des pratiques plus respectueuses des milieux, des espèces et des hommes. Ces pratiques seront justement celles qui permettront le maintien de l'agriculture, car mieux adaptées aux spécificités actuelles et futures des territoires (sols, disponibilité en eau, climat).

Milieux forestiers

Les pratiques forestières doivent être adaptées, comme les pratiques agricoles, de façon à favoriser, pérenniser une biodiversité forestière fonctionnelle pour elle-même.

De même que les milieux aquatiques, la forêt rend de nombreux services éco-systémiques (paysages ; produits forestiers : baies, champignons, petit bois, gibier... ; influences sur le cycle de l'eau car à ses capacités de rétention ; production de bois-énergie, bois de construction...) qu'il est important d'identifier et de préserver.

Aujourd'hui, l'inquiétude est de mise sur le devenir de nos forêts face aux projets démesurés de centrales utilisant le bois-énergie pour produire de l'électricité.

Il s'agit donc de **miser sur des modes de gestion et d'exploitation de la forêt respectueux de son fonctionnement, de ses spécificités et de ses besoins en matière d'adaptation au changement climatique.** Une telle gestion s'appuiera

nécessairement sur les caractéristiques floristiques et faunistiques de la forêt, mais aussi sur les capacités réelles des forêts à répondre pertinemment aux besoins humains, sur l'efficacité d'une exploitation et les conditions de celle-ci...

Milieux urbains

Les milieux urbains n'entrent a priori pas dans les éléments cartographiés de la trame verte et bleue. Or, ces milieux bien que ne semblant pas abriter une biodiversité extraordinaire, peuvent néanmoins accueillir des espèces anthropophiles, à commencer par des espèces de chauves-souris, mais aussi des espèces floristiques qui apparaissent discrètement entre deux pavés...

Il serait intéressant que **le SRCE propose une action visant à développer progressivement une approche de type "Nature en ville"**. Outre les intérêts pour la biodiversité en elle-même, cela permettrait aussi de commencer à résoudre d'autres problèmes dus à l'imperméabilisation des sols, l'attractivité du cadre de vie urbain, etc.

CONCLUSION

Ces différentes remarques ne remettent pas en cause, pour FNE PACA, le travail ici réalisé. Il s'agit plutôt pour nous de pistes à approfondir dans la suite du travail.

**FNE PACA donne
au projet de Schéma Régional de Cohérence Ecologique
un avis favorable, sans réserve.**